



**Facturation
électronique**

Présentation de la réforme aux entreprises étrangères sans établissement stable en France

10 février 2026

Les grands principes de la réforme

Le contexte de la mise en place de la réforme

Une réforme structurante pour l'économie

Cette réforme répond à une double attente exprimée par les acteurs économiques et institutionnels : **améliorer la performance collective des entreprises françaises** et **alléger leurs charges administratives**.

=> Elle représente une opportunité unique de repenser l'efficacité administrative et la compétitivité économique.

Les 4 objectifs de la réforme :

- renforcer la compétitivité des entreprises grâce aux gains de la dématérialisation ;
- améliorer la lutte contre la fraude à la TVA au bénéfice des opérateurs de bonne foi ;
- améliorer la connaissance en temps réel de l'activité des entreprises et le pilotage des politiques publiques ;
- simplifier, à terme, les obligations déclaratives en matière de TVA en développant une nouvelle offre de service : le pré-remplissage des déclarations de TVA.

La facturation électronique c'est plus juste, plus simple, plus efficace !



Une gestion quotidienne facilitée, avec une accélération des échanges de factures et un suivi plus fin de leur traitement



Un gain de productivité, avec une plus grande conformité des factures, une diminution du temps de traitement (saisie, corrections des erreurs, factures perdues...) et un stockage unique



Une amélioration de la trésorerie et du pilotage comptable, grâce à la traçabilité des factures et au plus grand respect des délais de paiement

Quelles sont les entités concernées par la réforme ?

La réforme concerne l'ensemble des entités soumises à la TVA (les assujettis).

➤ **Toutes les entreprises quel que soit le chiffre d'affaires réalisé et quelle que soit leur forme juridique :**

- Y compris les entreprises bénéficiant de la franchise en base ou du RFA (remboursement forfaitaire agricole).
- Y compris les professions libérales, les indépendants et les micro-entrepreneurs.
- Y compris les entreprises étrangères dès lors que leur opération est soumise à TVA française.

➤ **Les entités publiques lorsqu'elles sont assujetties** (l'État, les collectivités locales, les établissements publics et les groupements d'intérêt publics (GIP) nationaux ou tout organisme public).

Les trois volets de la réforme

Le dispositif dépend :

- de la nature de l'opération (vente ou prestation de services) ;
- de la nature du client (professionnel ou particulier) ;
- du périmètre dans lequel les opérations sont réalisées.

1 La facturation électronique (*e-invoicing*)

S'applique à toutes les **opérations commerciales réalisées entre des assujettis à la TVA établis en France, y compris les franchisés en base (B2B).**

Exceptions :

- Opérations exonérées (art. 261 à 261 E du CGI) et bénéficiant d'une dispense de facturation
- Transactions donnant lieu à un marché de défense au de sécurité au sens de la commande publique

2 La transmission des données de transactions (*e-reporting de transactions*)

S'applique aux :

- **opérations réalisées avec un non-assujetti (B2C)**, par exemple des particuliers.
- **opérations UE ou hors UE (B2B international).**

Exceptions :

- Importations
- Opérations exonérées (art. 261 à 261 E du CGI) et bénéficiant d'une dispense de facturation
- Clause de confidentialité pour un motif de sécurité nationale dans un contrat ayant pour objet des prestations liées au secteur de la défense ou mesure classification (art.413-9 du Code pénal)

3 La transmission de données de paiement (*e-reporting de paiement*)

S'applique **uniquement aux opérations dont l'exigibilité de la TVA est l'encaissement (prestations de services, acompte ...),** et ce quelle que soit la nature du client.

Le calendrier du déploiement de la réforme

1^{er} septembre
2026

- Obligation de réception des factures électroniques **pour les entreprises établies en France, quelle que soit leur taille**
- Obligation d'émission des factures électroniques et de e-reporting pour les **grande entreprises** et les **entreprises de taille intermédiaire**

1^{er} septembre
2027

- Obligation d'émission des factures électroniques et de e-reporting pour les **TPE, PME et micro entreprises** au plus tard

La taille des entreprises

La taille de l'entreprise est appréciée selon trois critères : effectif, chiffre d'affaires et total du bilan

- **Microentreprise** : effectif < 10 personnes et chiffre d'affaires ou total du bilan annuel < 2 M€ ;
 - **PME** : effectif < 250 personnes et chiffre d'affaires annuel < 50 M€ ou dont le total de bilan < 43 M€ ;
 - **ETI** : entreprise qui n'appartient pas à la catégorie des PME et effectif < 5000 personnes et chiffre d'affaires annuel < 1 500 M€ ou total de bilan < 2 000 M€ ;
 - **Grande entreprise** : entreprise ne pouvant pas être classée dans les catégories précédentes. Entreprises dont l'effectif est supérieur à 5 000 personnes ou si son effectif est inférieur à 5 000 personnes, dont le CA est supérieur à 1 500 M€ et dont le bilan est supérieur à 2 000 M€.
-
- La taille de l'entreprise **s'apprécie au 1er janvier 2025**, sur la base du dernier exercice clos avant cette date ou, en l'absence d'un tel exercice, sur celle du premier exercice clos à compter de cette date.
 - La notion d'entreprise retenue est celle de **l'unité légale**, une unité légale étant identifiée par son numéro SIREN.
 - Une entreprise passe dans la catégorie supérieure :
 - 1/ dès lors que le critère de l'effectif est dépassé,
 - 2/ dans le cas contraire, seulement si le CA annuel et le total du bilan sont supérieurs au seuil.

Entreprises étrangères sans établissement stable en France : total bilan / total du chiffre d'affaires, qu'il soit réalisé en France ou non, et total des salariés rattachés à cet établissement étranger.

Qu'est-ce qu'une facture électronique ?

Il ne s'agit pas d'un document PDF adressé par mail.

- Une facture électronique est une facture **émise, transmise et reçue sous une forme dématérialisée et qui contient des données structurées**, ce qui permet de les exploiter électroniquement.
 - C'est un fichier dont les données sont organisées pour être lisibles automatiquement par des logiciels informatiques.
 - La facture sera horodatée dès son dépôt sur la plateforme qui sera chargée de la transmettre.
- Afin d'accéder aux données transmises par le fournisseur, un **lisible de la facture** sera mis à disposition du client et consultable directement sur son ordinateur ou téléphone par exemple.

```
1 <?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>
2 <rsm:CrossIndustryInvoice xmlns:rsm="urn:un:unece:uncefact:data:standard:CrossIndustryInvoice:100"
3   xmlns:qdt="urn:un:unece:uncefact:data:standard:QualifiedDataType:100"
4   xmlns:ram="urn:un:unece:uncefact:data:standard:ReusableAggregateBusinessInformationEntity:100"
5   xmlns:xs="http://www.w3.org/2001/XMLSchema"
6   xmlns:udt="urn:un:unece:uncefact:data:standard:UnqualifiedDataType:100">
7   <rsm:ExchangedDocumentContext>
8     <ram:BusinessProcessSpecifiedDocumentContextParameter>
9       <ram:ID>A1</ram:ID>
10    </ram:BusinessProcessSpecifiedDocumentContextParameter>
11    <ram:GuidelineSpecifiedDocumentContextParameter>
12      <ram:ID>urn:cen.eu:en16931:2017</ram:ID>
13    </ram:GuidelineSpecifiedDocumentContextParameter>
14  </rsm:ExchangedDocumentContext>
15  <rsm:ExchangedDocument>
16    <ram:ID>FACT_23_12_0000001</ram:ID>
17    <ram:TypeCode>380</ram:TypeCode>
18  > <ram:IssueDateTime> --
19  </ram:IssueDateTime>
20 </rsm:ExchangedDocument>
21 <rsm:SupplyChainTradeTransaction>
22 > <ram:IncludedSupplyChainTradeLineItem> --
23 </ram:IncludedSupplyChainTradeLineItem>
24 > <ram:ApplicableHeaderTradeAgreement> --
25 </ram:ApplicableHeaderTradeAgreement>
26 > <ram:ApplicableHeaderTradeDelivery />
27 > <ram:ApplicableHeaderTradeSettlement> --
28 </ram:ApplicableHeaderTradeSettlement>
29 </rsm:SupplyChainTradeTransaction>
30 </rsm:CrossIndustryInvoice>
```

La facture électronique comporte des balises qui vont indiquer aux logiciels informatiques « sur cette ligne se trouve telle information ».

Les données de la facture électronique et du e-reporting

Quelles données de la facture électronique sont structurées ?

Sur les centaines de données possibles et habituelles portées sur une facture, **une trentaine est transmise à l'administration, dont 4 nouvelles données :**

- Numéro de SIREN de l'émetteur de la facture
- NOUVEAU** ➤ Numéro de SIREN du destinataire
- Date d'émission de la facture
- Numéro unique de la facture
- NOUVEAU** ➤ Mention de la catégorie de l'opération
- NOUVEAU** ➤ Option pour le paiement de la TVA sur les débits
- Total hors taxe par taux d'imposition de la taxe
- Taux de TVA à appliquer
- NOUVEAU** ➤ Adresse de livraison du bien (adresse complète, y compris pays), si différente de l'adresse du client

Quelles données pour le e-reporting ?

- **En matière de B2C (opérations avec un non-assujetti) :** par période, le cumul des données pour chaque journée permettant d'obtenir les bases HT réparties par taux de TVA et les montants de TVA.
- **En matière de B2B international (opérations UE ou hors UE) :** données identiques à celles transmises dans le cadre de la facturation électronique, à l'exclusion du numéro unique d'identification (SIREN) de l'assujetti non établi en France. Le n° TVA intracommunautaire ou un numéro étranger remplacera le cas échéant le SIREN.
- **En matière de données de paiement :** date d'encaissement, montant encaissé réparti par taux de TVA, numéro de facture pour les opérations ayant donné lieu à une facture.

Circuit général de transmission des factures et des données

Entreprises

Fournisseurs et acheteurs équipés ou non d'une solution de dématérialisation en interne ou en externe.

Plateformes agréées

Prestataires offrant des services de dématérialisation des factures. Seules les plateformes agréées pourront transmettre les factures à leur destinataire et transmettre les données des factures et de transactions au concentrateur de données.

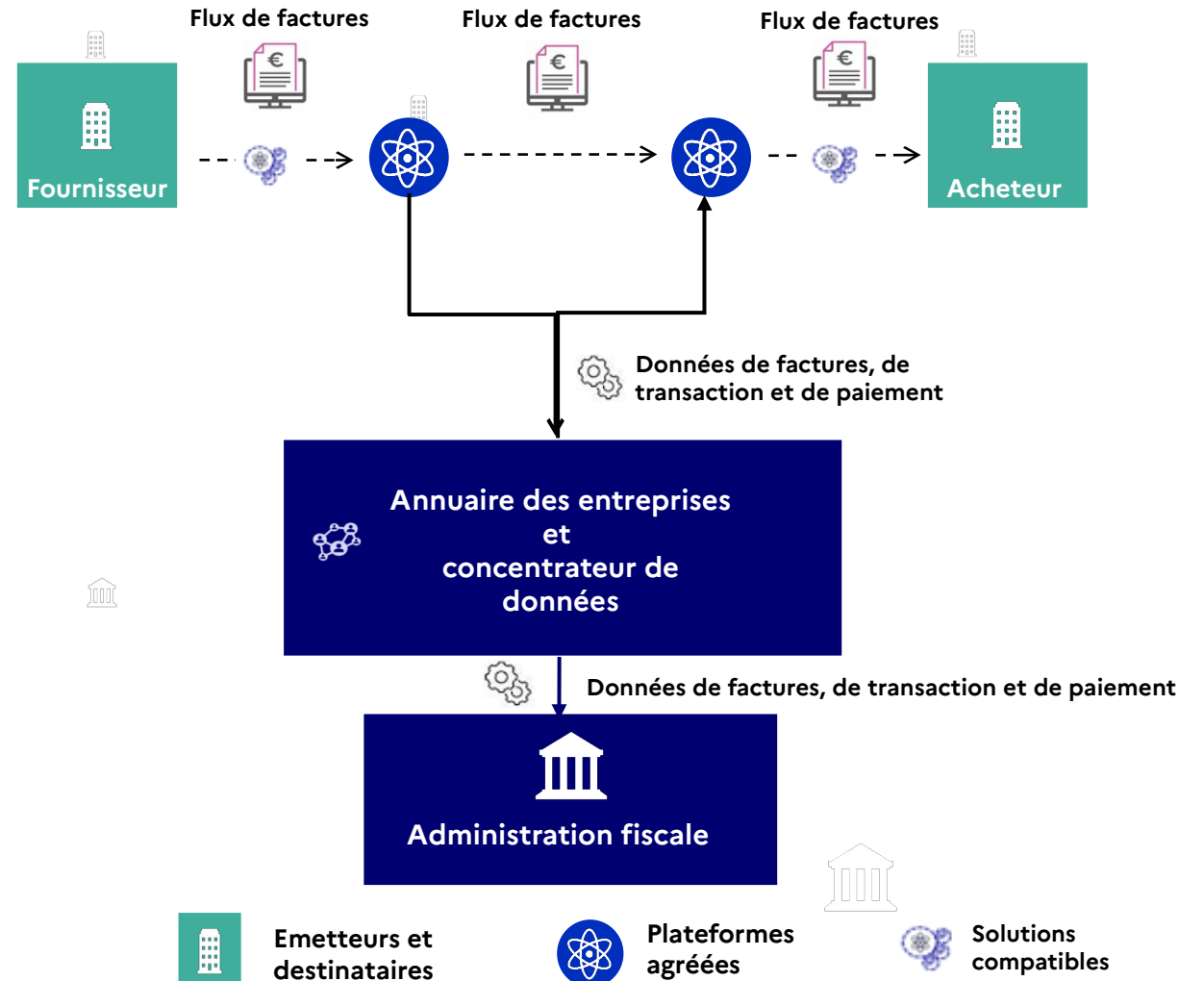
Solutions compatibles

Prestataires offrant des solutions logicielles compatibles avec les attendus de la réforme et liées à au moins une plateforme agréée.

Concentrateur de données - annuaire des entreprises

Outils publics ayant pour rôle :

- la réception des données des factures et des données des transactions en provenance des plateformes avant transmission à l'administration fiscale ;
- la mise à disposition de l'annuaire des entreprises, permettant aux plateformes d'acheminer les factures vers le destinataire.



Le service annuaire

Ouvert en consultation depuis le 18 septembre 2025.

L'annuaire central constitue le **référentiel** qui recense **les entreprises et entités publiques assujetties à la TVA, dans le champ de la réforme.**

Il permet de :

- vérifier si une entreprise est concernée par la réforme ;
- identifier si elle a choisi une plateforme agréée pour la réception de ses factures (e-invoicing) ;
- connaître son adresse électronique de facturation.

Accessible à l'adresse suivante
<https://facturation.chorus-pro.gouv.fr/annuaire/#/>



Les plateformes agréées

Toutes les entreprises soumises à la réforme doivent choisir une plateforme agréée, seule habilitée à échanger les factures électroniques entre un fournisseur et un client (entreprise privée, immatriculée par la DGFIP) et à transmettre les données de facturation à l'administration.

=> Les entreprises relevant du e-invoicing devront avoir choisi une plateforme pour la réception de leurs factures dès le 01/09/2026, et ce quelle que soit leur taille.

Si une entreprise dispose déjà d'un prestataire informatique, celui-ci devra se connecter à une plateforme agréée pour mettre en œuvre la réforme.

Missions des plateformes agréées :

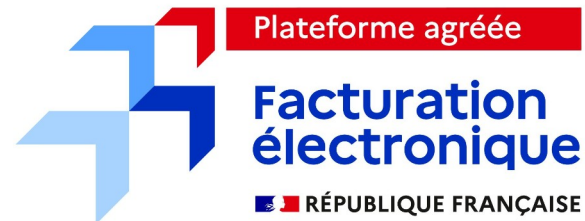
- émettre, transmettre et réceptionner les factures électroniques du fournisseur au client ;
- extraire les données de facturation, de transaction et de paiement ou les réceptionner et les transmettre à l'administration ;
- gérer et transmettre le cycle de vie des factures émises et reçues ;
- mettre à jour l'annuaire des destinataires des factures pour ses clients.

Les plateformes agréées

La DGFIP a créé une marque et un logotype pour permettre aux entreprises de faire leur choix :

1 Plateforme agréée – Facturation électronique

Marque de garantie destinée aux intermédiaires indispensables aux échanges de factures entre entreprises.



1 Solution compatible – Facturation électronique

Logotype destiné aux solutions logicielles disposant des fonctionnalités compatibles avec les formats imposés par la réforme et raccordées à au moins une plateforme agréée.



L'administration publie la liste des plateformes agréées sur [impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr) :
<https://www.impots.gouv.fr/je-consulte-la-liste-des-plateformes-agreees>

Les plateformes agréées

Le choix de la plateforme agréée est une décision de gestion qui relève du chef d'entreprise.

Le chef d'entreprise doit se poser les questions suivantes :

- **Suis-je déjà équipé d'un logiciel (de facturation, de caisse, ERP, logiciel de gestion, logiciel comptable) ?**
- **Suis-je accompagné par un comptable ?**

=> Dans l'un ou l'autre des cas, je me rapproche de cet intermédiaire pour m'accompagner et me conseiller.

- **Je n'ai ni comptable, ni logiciel de facturation.**
- => Dans ce cas, je dois m'équiper avec un outil qui respecte la réforme et répond à mes besoins en matière de facturation.**

Comment faire son choix ?

- déterminer le volume de factures émises et reçues et identifier ses besoins ;
- déterminer le budget à y consacrer ;
- faire un comparatif des offres des solutions logicielles.

La réforme pour les entreprises étrangères sans établissement stable en France

La situation des assujettis non établis en France

Les entreprises étrangères sans établissement stable en France (EESEF), au sens de la TVA, n'entrent pas dans le champ de l'e-invoicing.

Elles pourront être soumises à l'**obligation d'e-reporting de transaction** et éventuellement de l'**e-reporting de paiement**, selon les opérations réalisées en France (opérations visées au II de l'article 290 du CGI).

- ➔ Si elles réalisent une **livraison de biens** ou une **prestation de service** réputée située en France, pour laquelle elles sont **redevables** de la TVA française au regard des règles du CGI, elles entrent dans le champ du e-reporting.
- ➔ Les **LIC** et les exportations sont exclues de l'obligation de e-reporting.

La rédaction actuelle du II de l'article 290 du CGI ne vise que les opérations pour lesquelles l'assujetti non établi est **vendeur ou prestataire de service**.

- ➔ Obligation d'e-reporting à compter du **1^{er} septembre 2026** pour les **grandes entreprises** et les **entreprises de taille intermédiaire** ;
- ➔ Obligation d'e-reporting à compter du **1^{er} septembre 2027** pour les **TPE, PME et micro entreprises**.

La loi de finances pour 2026 prévoit une modification du périmètre : à compter du **1^{er} septembre 2027**, élargissement de l'obligation de e-reporting des assujettis non établis, quelle que soit leur taille, pour les opérations dans lesquelles ils sont **redevables** de la TVA en tant qu'**acquéreurs ou preneurs** (cas d'auto-liquidation), y compris en cas d'acquisitions intracommunautaires.

La situation des assujettis non établis en France

1^{er} septembre
2026

- Obligation de e-reporting pour les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire vendeuses ou prestataires de service

1^{er} septembre
2027

- Obligation de e-reporting pour les TPE, PME et micro entreprises vendeuses ou prestataires de service
- Obligation de e-reporting pour les acquéreurs ou preneurs redevables de la TVA, quelle que soit la taille de l'entreprise

La situation des assujettis non établis en France

Exemples d'opérations soumises au e-reporting (assujetti identifié à la TVA) :

- Un assujetti non établi effectue des ventes de biens au départ de la France vers des non-assujettis domiciliés en France (y compris biens d'occasions soumis à la TVA sur la marge) ;
- Un assujetti non établi effectue des ventes de biens depuis un autre État membre vers des non-assujettis établis en France sans relever du régime des petits opérateurs (ventes à distance de biens intracommunautaires ou importés) ni avoir souscrit au guichet One Stop Shop (OSS) ;
- Un assujetti non établi effectue des acquisitions intracommunautaires situées en France et non exonérées au sens de l'article 262 ter – II – 3° du CGI (*à compter du 01/09/27*) ;
- Un assujetti non établi acquiert des biens en France (vente interne) ou une prestation de services taxable en France à un fournisseur/prestataire non établi (identifié ou non à la TVA) en France pour lesquels il est redevable de la TVA (autoliquidation de la TVA par le preneur (*à compter du 01/09/27*)) ;
- Un assujetti non établi effectue des ventes internes de biens en France vers des assujettis non établis et non identifiés à la TVA en France ;
- Un assujetti non établi effectue des prestations de services taxables en France (cf. règles de territorialité des prestations de services) au profit d'assujettis non établis et non identifiés à la TVA en France ;
- Un assujetti non établi et qui n'a pas adhéré au guichet OSS effectue des prestations de services taxables en France au profit de non assujettis.

Les données du e-reporting

E-reporting de transaction :

- **En matière de B2C** - Transactions réalisées entre un fournisseur, assujetti à la TVA non établi en France, et un client non-assujetti (ex : particulier, association à but non lucratif) :

=> Transmission des données cumulées pour chaque journée de la période avec les bases HT par taux de TVA et les montants de TVA.

- **En matière de B2B international** - Transactions réalisées entre deux assujettis à la TVA dont l'un est établi en France et l'autre au sein de l'UE ou hors UE + opérations situées en France au regard des règles de TVA et réalisées entre deux assujettis établis à l'étranger (UE/hors UE) :

=> Transmission des données identiques à celles transmises dans le cadre de la facturation électronique, à l'exclusion du numéro unique d'identification (SIREN) de l'assujetti non établi en France. Le n° TVA intracommunautaire ou un numéro étranger remplacera le cas échéant le SIREN.

E-reporting de paiement :

=> Transmission de la date d'encaissement, du montant encaissé réparti par taux de TVA et, le cas échéant, du numéro de facture pour les opérations dont l'exigibilité de la TVA est l'encaissement (ex : prestations de service, acomptes).

Fréquence et délais de transmission des données de transaction et de paiement

Régime de TVA	Transmission des données de transaction		Transmission des données de paiement	
	Fréquence de dépôt	Délai de dépôt	Fréquence de dépôt	Délai de dépôt
Réel normal mensuel	3 dépôts par mois (par décade): - période 1: du 1 au 10 - période 2: du 11 au 20 - période 3: du 21 à la fin du mois.	10 jours après la fin de la décade: soit les 20, 30* du mois et 10 du mois suivant. *sauf mois de février	Mensuelle	Avant le 10 du mois suivant
Réel normal trimestriel	Mensuelle	Avant le 10 du mois suivant	Mensuelle	Avant le 10 du mois suivant

Les sanctions en cas d'absence de transmission des données

	Transmission des données de transaction et de paiement
Entreprise assujettie publique ou privée	<u>Art. 1788 D I et III</u> Non-respect des obligations prévues aux articles 290 et 290 A => Amende de 500 € par transmission – maximum 15 000 € au titre d'une même année civile
Plateforme agréée	<u>Art. 1788 D II et III</u> Non-respect des obligations de transmission de données mentionnées au III de l'article 290 et au I de l'article 290 A => Amende de 750 € par transmission – maximum 100 000 € au titre d'une même année civile

Droit à l'erreur : les amendes ne sont pas applicables en cas de première infraction commise au cours de l'année civile et des trois années précédentes lorsque l'infraction a été réparée spontanément dans les 30 jours suivant une première demande de l'administration.

Le service annuaire et les plateformes agréées

Le service annuaire :

Les entités figurant dans l'annuaire sont celles qui disposent d'un n° SIREN et qui sont assujetties à la TVA (existence d'une obligation déclarative en matière de TVA).

Les EESEF ayant un numéro SIREN figurent dans l'annuaire mais n'ont pas à choisir de plateforme de réception car elles n'ont pas d'obligation d'e-invoicing.



Le fait d'être dans l'annuaire ne crée pas d'obligation en matière d'e-invoicing pour les entreprises étrangères non établies en France.

Les entreprises étrangères non établies en France qui réalisent des opérations dans le champ du II de l'article 290 du CGI devront faire du e-reporting, sans pour autant être dans l'annuaire.

L'annuaire ne sert que pour les entreprises qui ont une obligation de réception des factures électroniques (e-invoicing).

Les plateformes agréées :

Pour les EESEF, le choix de la plateforme agréée doit être fait avant le 01/09/2026 ou avant le 01/09/2027 selon la date à compter de laquelle l'entreprise est soumise à la réforme.

Documentation et Contacts

Documentation disponible

Un espace dédié sur impots.gouv.fr avec de nombreuses ressources disponibles

- 7 questions/réponses en page d'accueil
- 1 dépliant pour une information de 1^{er} niveau
- 10 fiches pédagogiques à destination des TPE/PME
- 2 foires aux questions
- 1 outil d'auto-diagnostic pour permettre aux entreprises de connaître leurs obligations
- 1 présentation de la réforme en anglais

L'annuaire de la facturation électronique

<https://www.economie.gouv.fr/actualites/facturation-electronique-ouverture-de-lannuaire-dedie>

« Je passe à la facturation électronique » sur impots.gouv.fr, dans l'espace « Professionnel »



The screenshot shows the 'Je passe à la facturation électronique' page on the impots.gouv.fr website. The page is for professionals and includes a search bar, navigation tabs (Accueil, Particulier, Professionnel, Partenaire, Collectivité, International, International (english)), and a 'Contact et prise de RDV' button. The main heading is 'Je passe à la facturation électronique', followed by a sub-heading: 'Je m'informe sur la généralisation de la facturation électronique entre entreprises et la transmission de données à l'administration qui seront mises en place à compter du 1^{er} septembre 2026.' Below this, there are two boxes with the following content:

- La Facturation électronique, qu'est-ce que c'est ?**
Je découvre le dispositif de la Facturation électronique et de transmission des données à l'administration (e-reporting).
- La Facturation électronique, qu'est-ce que ça change pour moi ?**
Je découvre en quelques clics ce que la réforme change pour mon entreprise.

At the bottom, there is a 'Documentation utile' section with two links:

- Calendrier de la réforme de la facturation électronique**
- Facturation électronique - Documentation juridique**

Contacts à la DINR

- **Accueil fiscal des Non-résidents (AFNR)** : +33(0)1 72 95 20 31, du lundi au vendredi de 9h à 16h ;
- **Messagerie sécurisée**, disponible depuis votre espace professionnel.

Merci pour votre attention

Questions - réponses